

Marché MPPA n° 2025-06

Pouvoir adjudicateur : Caf du Rhône, 67 boulevard Vivier Merle 69003 LYON

Accord-cadre relatif aux travaux de réhabilitation sur les bâtiments de la Caisse d'allocations familiales du Rhône

PROCEDURE ADAPTEE

Passé en application des articles L.2123-1, R.2123-1-1, L.2125-1
R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-7 à R.2162-12, R.2162-13 à R.2162-14

<h2>CAHIER DES CLAUSES</h2> <h2>ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</h2> <h2>CCAP</h2>

Nomenclature en application de :

- **Classification de la branche famille de la sécurité sociale : 99.10**

Ce document comporte 19 pages

Août 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1- OBJET DU MARCHE- DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Parties contractantes.....	4
1.2 Objet de l'accord-cadre	4
1.3 Décomposition en lot.....	5
1.4 Forme et type de marché.....	6
1.5 Conditions d'exécution	6
1.5.1 Modalités de dévolution des bons de commande et des marches subséquents	6
1.5.2 Modalités d'attribution des bons de commandes	7
1.6 Montants maximums de l'accord cadre.....	8
1.6.1 Montant total maximum H.T. de l'accord cadre tous lots confondus.....	8
1.6.2 Montants H.T. par lot sur la durée totale de l'accord cadre.	8
ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES.....	9
ARTICLE 3 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	9
3.1 Durée de l'accord cadre	9
3.2 Délais d'exécution	9
ARTICLE 4 – PRIX	10
4.1 Caractéristiques des prix pratiqués.....	10
4.2 Modalités de révision des prix	10
4.2.1 Formule de révision.....	10
4.2.2 Choix d'index de référence	11
ARTICLE 5 - CLAUSE DE SAUVEGARDE	11
ARTICLE 6 – AVANCE.....	12
6.1 Conditions de versement et de remboursement	12
6.2 Garanties financières de l'avance.....	12
ARTICLE 7 - MODALITES DE PAIEMENT.....	12
7.1 Mentions légales de la facture	12
ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
8.1 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	13
8.2 Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	13
8.2.1 - Gestion des déchets de chantier	13
8.2.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	13
ARTICLE 9 - GARANTIE DES PRESTATIONS.....	13
9.1 Garantie de parfait achèvement.....	13
9.2 Autres garanties	13
ARTICLE 10 – PENALITES	14
10.1 Pénalités de retard	14
10.2 Pénalité pour travail dissimulé	14
10.3 Pénalité pour manquement aux obligations de conseil, de moyens et de résultat.....	15
ARTICLE 11 – POLICE D'ASSURANCES	15
ARTICLE 12 – CHANTIER PROPRE.....	15
ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ	16
ARTICLE 14 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	16
ARTICLE 15 - REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE.....	16
15.1 Vérification périodique de la régularité de la situation fiscale et sociale du titulaire	16
15.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées	16
ARTICLE 16 - SOUS TRAITANCE	17
16.1 Lors du dépôt de l'offre :	17
16.2 En cours d'exécution du marché :	17
ARTICLE 17 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DES PARTIES	18

ARTICLE 18 - PROCEDURE DE MEDIATIONS ET DE RECOURS	18
18.1 Organes chargés des procédures de médiation	18
18.2 Instance chargée des procédures de recours	18
ARTICLE 19 - RESILIATION DU MARCHE.....	18
19.1 Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	18
19.2 Redressement ou liquidation judiciaire	19
ARTICLE 20 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	19

ARTICLE 1- OBJET DU MARCHE- DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la Caisse d'allocations familiales du Rhône, située 67 boulevard Vivier Merle, 69003 Lyon, représentée par sa Directrice générale, Mme Véronique Henri-Bougreau, désignée dans le marché par l'expression « Acheteur » ou « l'organisme » ;
- D'autre part, les entreprises ou les groupements solidaires d'entreprises désignés dans le présent document par l'expression « l'entrepreneur » ou « le titulaire ».

Le Pouvoir Adjudicateur du marché est représenté par **la Directrice de la Caf du Rhône**.

Le comptable assignataire est **Monsieur le Directeur Comptable et Financier de la Caf du Rhône** auquel doivent être faites toutes oppositions ou notification de cession.

1.2 Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet un accord-cadre relatif aux travaux de réhabilitation sur les bâtiments de la Caf du Rhône.

Au titre du présent accord cadre, la notion de réhabilitation est ainsi définie par une remise en état d'un ouvrage ancien (par exemple : modification des volumes ou des façades, redistribution des espaces...) ; travaux d'entretien, travaux ponctuels de gros entretiens ou de grosses réparations, ainsi que tous les travaux portant uniquement sur un équipement technique destiné à l'exploitation d'un bâtiment.

Lieux d'exécution : Le prestataire interviendra sur l'ensemble des bâtiments gérés par la Caf du Rhône qui comprend un siège, des antennes et des Centres Sociaux situés dans le département du Rhône :

Siège social Caf du Rhône	67 Boulevard Vivier Merle 69409 LYON
Site Villefranche sur Saône Boiron	254 Rue Boiron 69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE
Antenne Oullins	44 Avenue Jean Jaurès 69600 OULLINS
Antenne Vaulx en Velin	3 Avenue Georges Dimitrov 69120 VAULX-EN-VELIN
Antenne Rillieux la Pape	2 Rue Michelet 69140 RILLIEUX-LA-PAPE
Antenne Saint Fons	12 Rue Gambetta 69190 SAINT-FONS
Local d'archives - Vénissieux	29 Boulevard Jodino 69200 VENISSIEUX
Villefranche sur Saône - Site "Paul Bert"	218 Rue Paul Bert 69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE
Centre social de Bron du Grand Taillis	20 Rue Villard 69500 BRON
Centre social de la Croix Rousse	27 Rue Pernon 69004 LYON
Centre social de Laennec	63 Rue Laennec 69008 LYON
Centre social de Mermoz	1 Rue Joseph Chalier 69008 LYON
Centre social des Etats Unis et crèche	73 Rue Jean Sarrazin 69008 LYON
Centre social du Tonkin	11 Rue Bat Yam 69100 VILLEURBANNE
Le Petit Revoyet - Oullins	11 Chemin du Petit Revoyet 69900 OULLINS

1.3 Décomposition en lot

Cet accord-cadre se subdivise en 16 lots qui seront traités par marchés séparés :

Consistance du lot	Code CPV	Numéro du marché
Lot n° 1 : Cloison amovible	45421152-4	2025-698/06/01-00-00
Lot n° 2 : Sols souples / Sols durs	45431000-7 45432000-4 45432100-5 45432111-5	2025-698/06/02-00-00
Lot n° 3 : Plâtrerie / Peinture / Faux-plafond	45410000-4 45442100-8 45421146-9	2025-698/06/03-00-00
Lot n° 4 : Menuiserie / Ebénisterie / Huisserie	45421000-4	2025-698/06/04-00-00
Lot n° 5 : Métallerie / Serrurerie	44316500-3 45421140-7 45341000-9 45342000-6	2025-698/06/05-00-00
Lot n° 6 : Électricité courants forts courants faibles	45311000-0 45311200-2	2025-698/06/06-00-00
Lot n° 7 : Vitrophanie / Stickers	30199410-7	2025-698/06/07-00-00
Lot n° 8 : Stores	45421143-8 45421145-2	2025-698/06/08-00-00
Lot n° 9 : Vitrerie	45441000-0	2025-698/06/09-00-00
Lot n° 10 : Porte automatique / Portail	45421148-3 44221230-6 44221240-9 44221300-8	2025-698/06/10-00-00
Lot n° 11 : CVC	45331000-6	2025-698/06/11-00-00
Lot n°12 : Sanitaire / Plomberie	45330000-9	2025-698/06/12-00-00
Lot n°13 : Contrôle d'accès / Intrusion / Alarme attentat / Interphonie	45312200-9 42961100-1 35110000-8	2025-698/06/13-00-00
Lot n°14 : Sécurité incendie / Système de sonorisation de sécurité	45312100-8 45343000-3 35120000-1	2025-698/06/14-00-00
Lot n°15 : Ascenseur	45313000-4	2025-698/06/15-00-00
Lot n° 16 : Etanchéité / Couverture / Zinguerie	45261000-4 45261920-9 45261420-4	2025-698/06/16-00-00

1.4 Forme et type de marché

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application des dispositions des articles L.2123-1 al. 1 et R.2123-1 al. 1 du Code de la Commande Publique.

Le marché est un accord-cadre multi-attributaires de travaux s'exécutant par l'émission de bons de commandes en application des articles L.2125-1 et R.2162-1 à R.2162-6 du Code de la Commande Publique.

Cet accord-cadre sera conclu avec 2 (DEUX) opérateurs économiques maximum par lot, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres agréées.

L'accord-cadre deviendra mono-attributaire si un seul attributaire se retrouvait désigné.

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins exprimés par le pouvoir adjudicateur par application des articles R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la Commande Publique pour la notification des bons de commande.

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de marchés subséquents notifiés au fur et à mesure des besoins exprimés par le pouvoir adjudicateur par application des articles R.2162-7 à R.2162-12 du Code de la Commande Publique.

1.5 Conditions d'exécution

1.5.1 Modalités de dévolution des bons de commande et des marches subséquents

Consistance du lot	Montant HT des prestations par bon de commande	Montant HT des prestations par marchés subséquents	Montant HT Maximum de la prestation au-delà duquel une procédure de consultation spécifique sera réalisée
Lot n° 1 : Cloison amovible	Prestations ≤ 5000 €	Prestations > 5000 €	50 000 euros HT
Lot n° 2 : Sols souples / Sols durs	Prestations ≤ 5000 €	Prestations > 5000 €	50 000 euros HT
Lot n° 3 : Plâtrerie / Peinture / Faux-plafond	Prestations ≤ 5000 €	Prestations > 5000 €	50 000 euros HT
Lot n° 4 : Menuiserie / Ebénisterie / Huisserie	Prestations ≤ 1500 €	Prestations > 1500 €	50 000 euros HT
Lot n° 5 : Métallerie / Serrurerie	Prestations ≤ 1500 €	Prestations > 1500 €	50 000 euros HT
Lot n° 6 : Electricité Courants forts Courants faibles	Prestations ≤ 5000 €	Prestations > 5000 €	100 000 euros HT
Lot n° 7 : Vitrophanie / Stickers	Sans BC	Tout montant	50 000 euros HT
Lot n° 8 : Stores	Prestations ≤ 5 000 €	Prestations > 5 000 €	50 000 euros HT
Lot n° 9 : Vitrerie	Prestations ≤ 3000 €	Prestations > 3 000 €	50 000 euros HT
Lot n° 10 : Porte automatique / Portail	Sans BC	Tout montant	50 000 euros HT
Lot n° 11 : CVC	Prestations ≤ 3000 €	Prestations > 3 000 €	50 000 euros HT

Consistance du lot	Montant HT des prestations par bon de commande	Montant HT des prestations par marchés subséquents	Montant HT Maximum de la prestation au-delà duquel une procédure de consultation spécifique sera réalisée
Lot n°12 : Sanitaire / Plomberie	Prestations ≤ 1500 €	Prestations > 1500 €	50 000 euros HT
Lot n°13 : Contrôle d'accès / Intrusion / Alarme attentat / Interphonie	Prestations ≤ 2500 €	Prestations > 2500 €	50 000 euros HT
Lot n°14 : Sécurité Incendie / Système de sonorisation de sécurité	Prestations ≤ 2500 €	Prestations > 2500 €	100 000 euros HT
Lot n°15 : Ascenseur	Prestations ≤ 4000 €	Prestations > 4000 €	100 000 euros HT
Lot n° 16 : Étanchéité / Couverture Zinguerie	BC pour les forfaits d'entretien prévus aux articles 2.2 à 2.4 du CCTP concerné et autres prestations ≤ 1500€	Prestations > 1500 €	50 000 euros HT

1.5.2 Modalités d'attribution des bons de commandes

La répartition des bons de commande entre les deux titulaires suivra la méthode dite « à tour de rôle ».

Le premier titulaire, dont l'offre aura obtenu la meilleure note à l'issue de la consultation (ordre de classement des offres), aura un chiffre d'affaires réservé de 60 % sur la durée du marché et le second de 40 %.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les lieux d'exécution des travaux ;
- le montant du bon de commande ;
- la quantité, la référence et les délais des travaux à réaliser.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du Pouvoir Adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

1.5.3 Modalité d'attribution des marchés subséquents

L'attribution des marchés subséquents sera le résultat d'une mise en concurrence entre les deux titulaires.

Les mentions devant figurer sur la consultation liée au marché subséquent sont les suivantes°:

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du lot et de l'accord cadre ;
- la date et le numéro du marché subséquent ;
- les lieux d'exécution des travaux ;
- la nature, la description et les délais des travaux à réaliser.

Seuls les marchés subséquents signés par le représentant du Pouvoir Adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

1.6 Montants maximums de l'accord cadre

1.6.1 Montant total maximum H.T. de l'accord cadre tous lots confondus

Le montant maximum (bons de commande + marchés subséquents) sur la durée totale de l'accord-cadre (révisions de prix et reconductions comprises), est de 3.900.000 € H.T.

Ce montant ne saurait constituer un engagement de dépenses de la part de la Caisse d'allocations familiales du Rhône.

1.6.2 Montants H.T. par lot sur la durée totale de l'accord cadre.

Consistance du lot	Montant maximum H.T.
Lot n° 1 : Cloison amovible	300 000€
Lot n° 2 : Sols souples / Sols durs	200 000€
Lot n° 3 : Plâtrerie / Peinture	300 000€
Lot n° 4 : Menuiserie / Ebénisterie / Huisserie	250 000€
Lot n° 5 : Métallerie / Serrurerie	200 000€
Lot n° 6 : Electricité Courants forts Courants faibles	500 000€
Lot n° 7 : Vitrophanie / Stickers	100 000€
Lot n° 8 : Stores	139 000€
Lot n° 9 : Vitrerie	200 000€
Lot n° 10 : Porte automatique / Portail	150 000€
Lot n° 11 : CVC	450 000€
Lot n°12 : Sanitaire / Plomberie	150 000€
Lot n°13 : Contrôle d'accès / Intrusion / Alarme attentat / Interphonie	250 000€
Lot n°14 : Sécurité Incendie / Système de sonorisation de sécurité	250 000€
Lot n°15 : Ascenseur	250 000€
Lot n° 16 : Étanchéité / Couverture / Zinguerie	200 000€

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives sont les suivantes ; elles prévalent les unes contre les autres en fonction de leur ordre et ce, en cas de contradiction entre elles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles sont :

- L'Acte d'Engagement (AE),
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) par lot,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à l'ensemble des lots et ses annexes,
- Les Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) par lot,
- Le Cadre de réponse technique par lot,
- Le mémoire technique par lot, le cas échéant,
- L'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale du régime général,
- Le Code de la Commande Public,
- Le CCAG Travaux,
- Le document RGPD,
- La Charte Nationale de Sécurité du Système d'Information de la branche famille,
- Les dossiers techniques amiantes par site,
- Le Règlement intérieur de la Caf du Rhône.

ARTICLE 3 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

3.1 Durée de l'accord cadre

La durée de l'accord cadre est de deux ans du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2027. Il est reconductible. Nombre de reconductions : 2

Durée des reconductions : un an.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, la Caf du Rhône notifie sa décision au titulaire via la plateforme PLACE avec un préavis de 3 mois avant la fin de validité de l'accord cadre.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement.

3.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations seront fixés à chaque bon de commande ou marchés subséquent.

ARTICLE 4 – PRIX

4.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires ou forfaitaires selon les stipulations indiquées dans le Bordereau de Prix Unitaires.

Le Bordereau des Prix Unitaires, dont les valeurs sont établies en euros hors taxes, permet de régler les ouvrages suivant leur métré, mesurage, comptage réel.

Les prix du présent Bordereau s'entendent, sauf indication contraire, en fourniture posée ou installée y compris les accessoires, mise en œuvre, calage, implantations et métrés nécessaires au parfait achèvement des prestations.

Ils comprennent notamment :

- Les frais généraux, charges sociales et divers,
- Les frais de déplacement,
- Les frais de main d'œuvre,
- Les installations de chantier,
- Compatibilité avec les installations existantes,
- Les frais de commande, livraison, stockage, de manutention des matériaux,
- La dépose des anciens matériels/matériaux,
- Les frais de travaux préparatoires, d'apprêt et de finition selon les différentes natures de support,
- L'enlèvement et le traitement des déchets de chantier,
- Le nettoyage du chantier,
- Implantations, tracés, métrés, toutes fournitures annexes accessoires,
- Isolement de tout ou parties de réseau,
- Toutes sujétions de pose et mise en œuvre,
- Remise en état avec rebouchage des trous et enduit rétablissant le degré coupe-feu et phonique, après intervention,
- L'étiquetage, le cas échéant,
- Les essais, le cas échéant,
- Mise à jour des DOE, fiches techniques, Fiches de données de sécurité, DIUO
- Mise à jour des inventaires existants, le cas échéant.

Exceptionnellement, la Caf se réserve la possibilité de commander, par le biais de bons de commande, des prestations hors BPU. A ce titre le titulaire appliquera le taux de remise qu'il aura indiqué dans le BPU de son lot sur l'achat des fournitures. L'organisme se réserve la possibilité de demander une facture du prix d'achat des fournitures concernées.

4.2 Modalités de révision des prix

4.2.1 Formule de révision

Les prix seront révisés selon la formule suivante :

$$P = P_o * (BT_N \text{ xx} / BT_o \text{ xx})$$

P= Prix révisé

P_o = Prix initial du contrat

BT_N = Index du coût connu le 1^{er} du mois de la date anniversaire de la notification du marché

BT_o = Index de l'indice publié à la date limite de remise des offres

Cette variation s'applique pour tous les prix indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires.

Un avenant sera notifié chaque année pour prendre en compte la révision de prix applicable au BPU. Le projet de révision du BPU sera communiqué par la Caf du Rhône courant décembre pour application de la révision au 1^{er} janvier. Les prix actualisés du BPU seront arrondis au centième.

4.2.2 Choix d'index de référence

L'index de référence BT, choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est :

Consistance du lot	Indices BT
Lot n° 1 : Cloison amovible	BT43
Lot n° 2 : Sols souples / Sols durs	BT10
Lot n° 3 : Plâtrerie / Peinture / Faux-plafond	50 % BT08 + 50 % BT46
Lot n° 4 : Menuiserie / Ebénisterie / Huisserie	BT18a
Lot n° 5 : Métallerie / Serrurerie	BT42
Lot n° 6 : Electricité Courants forts Courants faibles	BT47
Lot n° 7 : Vitrophanie / Stickers	BT01
Lot n° 8 : Stores	BT27
Lot n° 9 : Vitrerie	BT45
Lot n° 10 : Porte automatique / Portail	50 % BT01 + 50 % BT47
Lot n° 11 : CVC	50 % BT40 + 50 % BT41
Lot n°12 : Sanitaire / Plomberie	BT38
Lot n°13 : Contrôle d'accès/ Intrusion / Alarme attentat / Interphonie	BT47
Lot n°14 : Sécurité Incendie / Système de sonorisation de sécurité	BT47
Lot n°15 : Ascenseur	BT48
Lot n° 16 : Étanchéité / Couverture / Zinguerie	40 % BT53 + 20 % BT49 + 40 %BT34

ARTICLE 5 - CLAUSE DE SAUVEGARDE

La Caf du Rhône se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité dans le cas où le taux de hausse découlant des dispositions ci-dessus se situerait au-delà de 3 % par rapport aux prix de la période antérieure.

ARTICLE 6 – AVANCE

6.1 Conditions de versement et de remboursement

En application de l'article R.2191-3 du Code la Commande Publique, une avance forfaitaire peut être accordée pour les marchés subséquents d'un montant initial supérieur à 50.000 € HT et d'une durée supérieure à deux mois, sauf indication contraire portée par le titulaire.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

6.2 Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

ARTICLE 7 - MODALITES DE PAIEMENT

Par dérogation aux articles 10.2 et 12 du CCAG Travaux, il n'y a pas de paiement mensuel et pas de décompte général définitif. Les prestations sont payées après constat du service fait des prestations définis dans les bons de commande et les marchés subséquents.

Le paiement est effectué, après vérification du service fait, conformément à l'article R.2192-14 du Code de la Commande Publique, à compter de la date de réception de la facture, par virement sous réserve des dispositions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux engagements,
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la validation de la demande de paiement qui suit le constat du service fait.

Après exécution des prestations, les factures sont adressées **UNIQUEMENT** par voie dématérialisée à l'adresse électronique suivante :

Portail Chorus Pro
N° Siret de la Caf du Rhône : 534 037 254 000 16

7.1 Mentions légales de la facture

Outre les mentions légales, les factures indiquent obligatoirement les références de l'accord-cadre, éventuellement le numéro du bon de commande.

ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Les détails concernant la sécurité sont mentionnés dans le CCTP.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L.5212-1 à 4 du Code du Travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

8.2 Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

L'évacuation des déchets, le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux sont précisés dans le CCTP et son annexe 2 « Chantier propre ».

8.2.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du marché est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

8.2.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

ARTICLE 9 - GARANTIE DES PRESTATIONS

9.1 Garantie de parfait achèvement

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

A ce titre, il doit en particulier :

- Remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprises des imperfections constatées,
- Exécuter les travaux de finition ou de reprises demandés lors de la réception.

9.2 Autres garanties

Les garanties légales s'appliquent, le cas échéant selon la nature des prestations (garantie constructeur, garantie décennale, garantie de bon fonctionnement).

ARTICLE 10 – PENALITES

10.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, il sera appliqué, selon délai fixé dans le bon de commande ou dans le marché subséquent (ou dans le CCTP, le cas échéant,) les pénalités suivantes :

Pénalités forfaitaires pour retard ou absence de réponse aux marchés subséquents

Pour chaque consultation, il sera appliqué, en cas de retard ou d'absence de réponse aux marchés subséquents, une pénalité de 100 € H.T, sans mise en demeure préalable à compter de la date de remise des offres prévue dans la lettre de consultation.

Pénalités pour retard dans la date de livraison des travaux

Il sera appliqué, en cas de retard dans la livraison des travaux, une pénalité de 100 € H.T. par jour calendaire de retard et sans mise en demeure préalable à compter de la date fixée indiquée dans les bons de commande ou les marchés subséquents, plafonnée à 10 % du montant total H.T.

Pénalités pour absence aux réunions de chantier

Il sera appliqué, en cas d'absence à une réunion de chantier, une pénalité forfaitaire de 50 € H.T. sans mise en demeure préalable.

Pénalités pour retard de transmission de documents (DOE etc.)

Conformément à l'article 19.3 du CCAG Travaux, il sera appliqué, en cas de retard dans la remise d'un document, sans mise en demeure préalable, une retenue de 15 % sur le montant de la commande ou du marché subséquent, libérée à la remise complète du document.

Pénalité pour non-repliement des installations de chantier et non remise en état des lieux après travaux

Il sera appliqué à l'encontre de l'entrepreneur, en cas de non remise en état des lieux après travaux, dûment constaté lors de la réception des travaux, une pénalité de 100 € H.T par jour calendaire de retard et sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération et aucune limitation à l'application des pénalités de retard.

Pénalité pour non-transmission du bordereau de suivi des déchets

Il sera appliqué une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard dans la transmission du bordereau de suivi des déchets demandée à l'annexe 2 « Chantier propre » du CCTP.

10.2 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du Travail en matière de travail dissimulé.

10.3 Pénalité pour manquement aux obligations de conseil, de moyens et de résultat

Manquement à l'obligation de conseil

En cas de défaut de conseil ayant entraîné une mauvaise décision technique, un retard ou une non-conformité :

- Pénalité de 100 € par manquement, après constat contradictoire.
- Si le manquement entraîne des conséquences financières ou techniques pour la Caf du Rhône, le titulaire pourra être tenu de rembourser les frais induits.

Manquement à l'obligation de moyens

En cas de mobilisation insuffisante des moyens humains, techniques ou organisationnels nécessaires à la bonne exécution des prestations :

- Pénalité forfaitaire de 100 € par jour calendaire de carence constatée, plafonnée à 10 % du montant total H.T. du bon de commande ou du marché subséquent.
- Cette pénalité est applicable après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 5 jours ouvrés.

Manquement à l'obligation de résultat

En cas de non-atteinte des objectifs définis dans les bons de commande ou marchés subséquents, ou en cas de non-conformité aux règles de l'art :

- Pénalité de 10 % du montant H.T. du bon de commande ou du marché subséquent par non-conformité constatée, pouvant être cumulée avec les frais de reprise des travaux à la charge du titulaire.

Ces pénalités sont indépendantes et cumulables entre elles. Elles ne sauraient exonérer le titulaire de ses responsabilités contractuelles ni des réparations dues au titre des garanties légales ou contractuelles.

ARTICLE 11 – POLICE D'ASSURANCES

Par dérogation à l'article 8 du CCAG travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 5 jours incluant la date d'envoi de la demande transmise via la plateforme de dématérialisation PLACE accessible via <https://www.marches-publics.gouv.fr> et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc communiquer, selon les lots, une police d'assurance à jour au titre :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

ARTICLE 12 – CHANTIER PROPRE

La Caf du Rhône s'est engagée dans une démarche de Développement Durable et a défini divers objectifs environnementaux et socio-économiques.

Réaliser des « chantiers propres » constitue l'un des enjeux de cette démarche. Un cahier des charges « Chantier Propre » mis en annexe 2 du CCTP a été rédigé pour préciser les objectifs.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire se reconnaît lié par une stricte obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aurait connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter de façon absolue ces obligations par son personnel.

En cas de manquement à cet impératif, le marché serait immédiatement résilié aux torts du titulaire, sans préjudice de poursuites civiles ou pénales que pourraient engager la Caf envers le titulaire fautif.

ARTICLE 14 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Cf. RGPD joint à compléter.

ARTICLE 15 - REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

15.1 Vérification périodique de la régularité de la situation fiscale et sociale du titulaire

En application de l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, dans le cadre de la mise en œuvre des articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur se fait remettre, par le titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois,
- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à autorisation de travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
 - sa date d'embauche,
 - sa nationalité,

15.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées

- Conformément à l'article L2195-4 du code de la commande publique, en cas de non-présentation des documents susvisés, une notification sera adressée au titulaire dans laquelle le pouvoir adjudicateur exigera la production des pièces dans un délai d'un mois. Faute de produire les documents précités dans le délai imparti, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.
- Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, suite à l'information écrite par un agent de contrôle auprès du pouvoir adjudicateur faisant part de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur enjoint le titulaire de faire cesser sans délai cette situation. Si le titulaire, dans un délai de deux mois à compter de la mise en demeure

effectuée par le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec avis de réception, n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, le marché peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Si le titulaire n'a toujours pas apporté la preuve de la mise en conformité de sa situation dans un délai de six mois après la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, le marché est résilié aux torts du titulaire sans indemnité. Le pouvoir adjudicateur peut décider de résilier le marché aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 16 - SOUS TRAITANCE

Conformément aux articles L.2193-4 et L.2193-5 du Code de la Commande Publique, l'opérateur économique peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'organisme et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Lorsque le montant sous-traité est égal ou supérieur au seuil de 600 euros T.T.C., le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'organisme.

16.1 Lors du dépôt de l'offre :

Le soumissionnaire complète l'article 5 « sous-traitance de l'acte d'engagement » et il identifie dans son offre les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées. A cet effet, le formulaire DC4 doit être annexé à l'offre.

16.2 En cours d'exécution du marché :

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient en cours d'exécution du marché, le titulaire fait sa demande, avant toute intervention, par mail aux adresses suivantes :

caf69-bp-marches@caf69.caf.fr

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire devra fournir :

- La déclaration de sous-traitance - formulaire DC4 ;
- Une attestation de régularité fiscale ;
- Une attestation URSSAF ;
- Une attestation 'assurance RC dans le domaine de la prestation concernée ;
- Un RIB, lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct ;
- Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées (Qualification professionnelle et références de prestations similaires des 3 dernières années).

Le formulaire DC4 est téléchargeable à l'adresse Internet suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le silence de l'organisme gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Dans tous les cas, le titulaire principal demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées.

ARTICLE 17 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DES PARTIES

Durant la période de validité du présent marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit au représentant de la Caf du Rhône tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire.

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social ou de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'autre partie.

Cette notification, lorsqu'elle est faite par le titulaire doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales et d'un extrait du registre de commerce et des sociétés ou du registre du répertoire des métiers.

Dans l'hypothèse où le titulaire viendrait à disparaître par fusion avec une autre société, il est indiqué que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception par la Caf du Rhône des documents énumérés ci-dessus.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que la Caf du Rhône ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement du présent marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont elle n'aurait pas eu connaissance.

ARTICLE 18 - PROCEDURE DE MEDIATIONS ET DE RECOURS

18.1 Organes chargés des procédures de médiation

En application de l'article R 2197-1 du Code de la Commande Publique, la personne publique et le titulaire peuvent, dans le cadre d'une médiation, recourir à l'organe ci-dessous :

mediateur.des-entreprises@finances.gouv.fr

18.2 Instance chargée des procédures de recours

Le tribunal administratif territorialement compétent pour connaître de toute difficulté, litige ou contestation qui pourrait naître à l'occasion de cette consultation est le :

Tribunal judiciaire de Lyon
Secrétariat du Greffe du TJ de Lyon
67 rue Servient 69003 Lyon
Tél. : 04.72.60.70.12 – tj-lyon@justice.fr

ARTICLE 19 - RESILIATION DU MARCHE

19.1 Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 49 à 54 du CCAG-Travaux.

19.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le Pouvoir Adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de Commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de Commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 20 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Article du CCAP	Dispositions	Dérogation au CCAG
Article 2	Pièces contractuelles	Article 4.1
Article 7	Modalités de paiement	Articles 10.2 et 12
Article 10.1	Pénalités de retard	Article 19
Article 11	Police d'assurance	Article 8